

La gauche refuse toute date de fin de crise sanitaire

Covid-19

Alors que l'USAM et des politiciens bourgeois demandent la levée de l'essentiel des mesures courant février, PS et Verts appellent à la prudence.

La prolongation des restrictions sanitaires annoncée mercredi dernier par le Conseil fédéral fait vivement réagir l'Union suisse des arts et métiers (USAM). Nos confrères de la «NZZ am Sonntag» se sont fait l'écho d'un appel de la faïtière des PME pour une levée de la plupart des mesures courant février. Et non le 31 mars, comme décidé à ce stade par le gouvernement s'agissant de l'obligation du certificat Covid à l'intérieur des lieux publics, ainsi que des limitations de personnes pour les réunions privées.

Pour l'heure, les sept Sages n'envisagent pour fin février que la fin du télétravail obligatoire et des quarantaines-contact.

Les revendications de l'USAM seraient soutenues par plusieurs politiciens issus des partis bourgeois. À l'UDC, on ne cache pas son impatience depuis plusieurs semaines, en demandant notamment la fin de l'obligation du port du masque d'ici à deux mois. Cité dans les colonnes de l'hebdomadaire alémanique, le conseiller aux États appenzellois Andrea Caroni fait partie des voix critiques au sein du PLR.

Vice-président du parti, Philippe Nantermod (VS) n'a pas souhaité nous en dire plus ce dimanche. Peut-être parce que les revendications de l'USAM et de ses alliés politiques ne seront présentées officiellement que ce mardi 25 janvier.

Coup de sonde

D'après un coup de sonde effectué ce dimanche sur nos plateformes numériques, 58% des participants se disent favorables à une levée des mesures sanitaires dès le mois prochain. Dans une interview accordée samedi à la «Schweiz am Wochenende», même le ministre socialiste Alain Berset a déclaré que «les jours du certificat Covid semblent toucher à leur fin».

«Je trouve ces propos malheureux, parce qu'ils laissent entendre que la situation est sous contrôle, que la pandémie est terminée, et donc que toutes les mesures peuvent être levées», se désole le vice-président des Verts suisses, Nicolas Walder.

Le conseiller national genevois qualifié d'«équilibré» le calendrier du Conseil fédéral. «J'espère qu'il va continuer de consulter les experts sanitaires, car certains paramètres doivent encore être confirmés. Notamment qu'Omicron serait aujourd'hui sans risque pour la population, et qu'il n'y aura pas de nouveau variant dangereux. Je remarque par ailleurs que les ministres cantonaux de la Santé, tous

«Les propos d'Alain Berset laissent entendre que la pandémie est terminée.»



Nicolas Walder, vice-président des Verts Suisses

«Essayer de fixer une date à l'avance, c'est exactement la mentalité d'escroc de Boris Johnson, qui a apparemment contaminé l'USAM.»



Roger Nordmann, chef du groupe socialiste au parlement

partis confondus, restent généralement encore assez prudents dans leurs propos.»

«C'est de l'agitation ridicule»

Nicolas Walder rappelle que l'obligation du pass vaccinal se renforce dans certains pays, même en Chine, «où l'État pourrait très bien lever les restrictions, en n'étant pas soumis à une pression populaire». L'écologiste juge en outre «très dommageable de faire croire à la population que la sortie de crise n'est qu'un choix purement politique».

«Politiser la date de fin de l'épidémie, c'est de l'agitation ridicule qui est juste complètement irrationnelle: le virus n'obéit pas à l'idéologie!» renchérit le chef du groupe socialiste au parlement, Roger Nordmann. «Essayer de fixer une date à l'avance, c'est exactement la mentalité d'escroc de Boris Johnson, qui a apparemment contaminé l'USAM. C'est l'exemple à ne pas suivre, car si l'on fait de telles annonces et qu'il faut ensuite rétropédaler, on perd toute crédibilité.»

S'il reconnaît que «beaucoup de signaux sont au vert», le conseiller national vaudois estime nécessaire que les admissions dans les hôpitaux baissent encore davantage, en particulier aux soins intensifs: «Cela descend très lentement; on n'est encore sûr de rien. Sans compter qu'il y a beaucoup d'opérations reportées qu'il faut désormais rattraper, et que le personnel est archi-épuisé.»

Benjamin Pillard

Argent

Deux fois moins de distributeurs dans cinq ans?

«Dans cinq ans, un distributeur sur deux aura disparu», prévoit Jos Dijsselhof, directeur général de la Bourse suisse. Il y en a actuellement 7000 en Suisse, alors qu'ils représentent des pertes financières. Le début de la pandémie a vu le nombre de retraits d'espèces chuter, parfois jusqu'à 50%. «L'argent liquide a du plomb dans l'aile», développe le directeur. Il s'attend par ailleurs à ce que les distributeurs soient à l'avenir exploités par des entreprises tierces. **ATS**

Nucléaire

Les Femmes PLR ne veulent pas de nouvelles centrales

La levée ou non de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires en Suisse divise les libéraux-radicaux. «Se prononcer maintenant en faveur de la construction de nouvelles centrales envoie un signal erroné et trompeur. Cela torpille les efforts de développement des énergies renouvelables», estime notamment dans la «NZZ am Sonntag» la conseillère nationale saint-galloise Susanne Vincenz-Stauffacher, présidente des Femmes PLR. **ATS**

État libanais en faillite

«Je ne peux pas vivre avec ma

Empêtré dans une terrible crise économique, le Liban demande l'aide du FMI. Les discussions reprennent ce lundi alors que 80% de la population a sombré dans la pauvreté.

Philippine de Clermont-Tonnerre

Dans un Liban ruiné, plus rien ne fonctionne normalement. «Depuis le début de l'année scolaire, je n'ai enseigné que deux semaines», confie Jad, professeur de physique dans une école publique de la capitale. «Les derniers jours en venant en classe, je n'arrivais même plus à travailler. Comment faire mon métier si je ne peux plus en vivre?»

L'enseignement fait partie des secteurs les plus dramatiquement éprouvés par la grave crise financière que traverse le Liban depuis deux ans. Une grève ouverte a été entamée il y a deux mois par les enseignants. «Sans ajustement de nos paies, nous ne reviendrons pas à l'école. Plus personne n'est motivé», martèle le Libanais de 39 ans.

En faillite, l'État n'est plus en mesure de soutenir la moindre frange de la population, dont 80% vit dorénavant sous le seuil de pauvreté. Enseignants, médecins, avocats, commerçants, agriculteurs, l'écrasante majorité des salariés du pays ont vu leurs revenus s'effondrer avec la dévaluation vertigineuse de la livre libanaise, la monnaie locale ayant perdu 90% de sa valeur.

Jad touche aujourd'hui 100 dollars par mois contre 1600 auparavant. De quoi payer uniquement ses transports. Pour assurer loyer et nourriture, il s'est mis à exercer en parallèle dans le privé et donne des cours particuliers. 200 dollars en plus, précise le jeune homme qui,



«On n'a plus d'électricité, plus de chauffage, plus d'activités extrascolaires.»

Marcel Abouna, directeur d'écoles semi-privées

avant la crise, s'offrait chaque année l'impensable: un voyage à l'étranger.

Bricolage général

Asphyxiés par une inflation à 281%, les Libanais ont recours à un arsenal de parades pour limiter à tout prix les dépenses. «Notre budget est réduit au minimum: le salaire des enseignants, les cahiers et les crayons. On n'a plus d'électricité, plus de chauffage,

plus d'activités extrascolaires», se désole Marcel Abouna, directeur d'un réseau de douze écoles primaires semi-privées dans le nord du Liban.

Pour soulager les parents, le responsable a remplacé la liste de manuels scolaires habituels par un livre unique. Mis en place un temps pour contrer l'épidémie de Covid, l'enseignement dit «hybride», alliant distanciel et présentiel, a été conservé par de nombreux établissements pour économiser les frais de transport.

Un bricolage permanent auquel se livre également l'armée libanaise où l'absentéisme s'est institutionnalisé ces derniers mois. «Beaucoup de soldats prennent des congés pour aller planter leur jardin ou faire des petits jobs sans être sanctionnés», constate l'ancien général Khalil Helou.

Le pays vit aux crochets des aides de l'étranger. De nombreuses familles ne dépendent plus que des fonds reçus de la diaspora. La France a mobilisé une somme conséquente pour les centaines d'écoles chrétiennes francophones du pays menacées de fermeture, tandis que des pays arabes et occidentaux, États-Unis en tête, ont volé au secours de l'armée libanaise, considérée comme un vecteur de stabilité dans ce pays jamais à l'abri d'un nouvel embasement.

Du matériel militaire, des rations alimentaires et de l'argent en cash ont été envoyés à la défense libanaise. «C'est le seul ministère du pays encore à même de financer les frais d'hospitalisation des militaires et de leurs familles. Sans toutes ces aides, il n'y aurait plus d'armée», soutient Khalil Helou.

Présidence de la République italienne: un conclave incertain

Premier tour Silvio Berlusconi renonce à se lancer dans la course au Quirinal, qui s'ouvre ce lundi. Mais le premier ministre, Mario Draghi, favori, n'est pas assuré d'être élu.

Le D Day de la politique italienne est arrivé. Réunis en séance commune au parlement, les 1009 grands électeurs, députés, sénateurs et représentants des régions participeront lundi après-midi au premier tour de scrutin de l'élection du président de la République. Incertaine, elle pourrait durer des semaines.

Certaines élections ont en effet nécessité plus de 20 tours de scrutin. Or, cette année, pour permettre aux grands électeurs positifs au Covid de voter en respectant l'isolement, une «urne drive-in» a été installée dans un parking du parlement. Vu la complexité du mécanisme, le nombre de scrutins a été réduit de deux à un par jour.

Les trois premiers tours de scrutin nécessitent une majorité des deux tiers, 673 voix, pour

élire le président. Comme aucun nom n'est susceptible de recueillir autant de voix, les grands électeurs profitent de ces trois votations pour choisir des personnalités symboliques... ou anecdotiques. Dans le passé, les noms de Sophia Loren, de l'acteur porno Rocco Siffredi ou du footballeur Francesco Totti sont ainsi sortis des urnes.

Sans le Cavaliere

Les choses sérieuses commenceront au 4^e tour de scrutin, jeudi prochain, lorsque la majorité s'abaisse à la moitié du quorum, 505 voix. Seule certitude d'une élection qui s'annonce chaotique: Silvio Berlusconi ne deviendra pas président de la République. Samedi, après avoir tenté en vain durant des semaines de séduire un par un les grands électeurs, le Cavaliere s'est retiré de la course. Un échec qui a pris une dimension dramatique avec l'annonce, dimanche, de l'hospitalisation du leader de Forza Italia âgé de 85 ans.

Mario Draghi a longtemps été en pole position de tous les pronostics. Mais l'élection de l'ancien



Le premier ministre, Mario Draghi, mène la course en tête. Mais son départ de la présidence du Conseil créerait un vide. AFP

président de la Banque centrale européenne (BCE) créerait un vide à la présidence du Conseil. Sans un consensus sur un nom pour le remplacer à la tête du gouvernement, les élus redoutent des élections anticipées. Le Mouvement 5 étoiles et Forza Italia s'opposent donc à son élection.

L'incertitude est d'autant plus grande que la division règne au sein des deux grandes familles politiques. Ni la droite ni la gauche n'ont réussi à se mettre d'accord

sur leur propre candidat. Le «to-to-président», expression qui vient du «totocalcio» - les paris sur les matches de foot - recense des dizaines de «présidentiables» issus de la société civile ou de la politique.

Poker menteur

D'Andrea Riccardi, le fondateur de la communauté de Sant'Egidio, à Gianni Letta, le conseiller de Silvio Berlusconi; du commissaire européen, Paolo Gentiloni, à l'an-